

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de D&S N°148, octobre 2007

À quand le "choc de défiance" ?

- Social - Scandale de l'UIMM-Medef -

Date de mise en ligne : mercredi 7 novembre 2007

Démocratie & Socialisme

De plus en plus, l'omniprésident est contraint de se référer à sa " légitimité " du 6 mai dernier. Mais même ceux des salariés qui ont voté pour lui il y a plus de six mois, n'avaient pas perçu l'avenir de cette façon : tout va mieux pour les riches et tout se dégrade pour le peuple. 800 millions dans les poches de Lagardère, 800 millions de franchises médicales hors des poches des malades.

Le " choc de confiance " que Sarkozy prétendait créer en donnant 15 milliards aux patrons et actionnaires, n'a évidemment pas lieu : le patronat (EADS, UIMM)n'en a jamais assez et spéculé plus que jamais entre " initiés " contre l'emploi et les salaires, préférant faire monter les prix du pétrole et de l'alimentaire. La croissance est plus basse que prévue, le chômage ré augmente à nouveau, le pouvoir d'achat s'effondre. La longue série des " purges " austères annoncées choque... mais pas dans le sens de la confiance : après le blocage du Smic, la baisse des retraites, les franchises sur les soins, ce sera la hausse de la TVA.

Le 18 octobre, le taux de grévistes à la SNCF a dépassé tous les records historiques. Il y a unanimité des salariés concernés : ces régimes dits " spéciaux " ne sont pas " indignes " mais légitimes, il ne faut pas les supprimer mais les étendre aux autres métiers pénibles. Le vrai but de Sarkozy et Fillon est de mettre en cause toutes les retraites, de porter le nombre d'annuités cotisées à 41 ou 42 ans, de reculer les départs vers 61 ou 62 ans. L'opinion évolue et, en dépit du bourrage de crâne médiatique, le comprend : on est passé, en une semaine, de 43 % de soutien à 54 % de soutien aux grévistes. Le début des mobilisations contre les " franchises médicales " est prometteur : le 29 septembre au Gymnase Japy à Paris, une unité très large a été réalisée, les 13 et 23 octobre, ça continue. Contre les baisses de pouvoir d'achat et d'effectifs, les syndicats préparent à la mi novembre une riposte d'ensemble de la fonction publique. La loi Péresse vise à faire fonctionner les universités sur les critères de concurrence et de rentabilité du " privé " : les effets vont se faire sentir dans le vécu des étudiants, et susciter les ripostes adaptées. Les syndicats cheminots défendent leur front syndical commun et menacent d'un mouvement de grève reconductible. Des grèves encore éparpillées sur l'ensemble du territoire, se multiplient en défense des salaires et de l'emploi. Auxquels s'ajoutent d'autres phénomènes de rejet massif : de la politique anti-immigrée (Adn), de l'usage quasi totalitaire des médias, des revirements pro-Bush et pro-guerre. Les scandales Lagardère-EADS, et la phénoménale corruption du Medef et de l'UIMM rendent impopulaires les protecteurs et riches proches amis de Sarkozy.

Sarkozy - ce " président " qui va " présider " le bureau politique de l'UMP - vise à remettre en cause 60 ans d'histoire sociale de notre pays : il heurte de plein fouet les aspirations populaires. En France, on va vers un choc de " modèles sociaux ", un " choc de civilisation interne ", une vraie " rupture " mais pas celle que la droite espère : une société ne peut être traitée, purgée, brusquée ainsi, de façon aussi brutale, injuste, explosive. L'image que tous les Sarkozistes ont en tête sur ce qu'a réussi Margaret Thatcher ne s'appliquera pas à la tradition française. La grande classe salariale qui a " fait " 1968, 1981, 1986, 1995 et 1997, 2003 et 2006 a des ressources, une expérience, un instinct collectif. Mai 68 est une " histoire sans fin " qu'ils ne " liquideront " pas comme cela.

L'histoire ne se répète jamais de la même façon : après nov-déc 95, le mouvement contre la loi Fillon de 2003 et le mouvement anti CPE de 2006, il faut le temps que mûrisse une convergence des consciences et des luttes. À force d'allumer tous les foyers en même temps, Sarkozy crée les conditions, non pas du " choc de confiance " mais du " choc de défiance ". Il joue les fiers-à-bras, laisse entendre qu'il tiendra " deux mois s'il le faut " face à une grève des cheminots, qu'il a été élu pour cela et que rien ne l'empêchera d'agir " selon le mandat " des Français. Mais ça commence à se retourner contre lui : les cheminots ne sont pas tout seuls, la jeunesse est sur le grill, le " mandat " des français n'était pas si impératif qu'il le prétend, et " un grand espoir peut surgir du secteur privé " : celui-ci, en effet, est à bout, salaires trop bas, conditions de travail dégradées. L'incendie peut se généraliser.

À quel rythme ? C'est ce qui reste à déterminer. Il ne s'agit pas de claquer des doigts pour obtenir un mouvement d'ensemble, il faut le construire, le coordonner, à la base, au sommet. L'unifier est presque facilité : l'omniprésident

À quand le "choc de défiance" ?

est tellement agité, caricatural, provocateur, qu'il offre sa politique comme cible centrale.

Nous, socialistes, savons que rien n'est possible sans lutte d'ensemble : ce sont toujours les grands mouvements du salariat qui nous ont portés au pouvoir pour satisfaire leurs -ses revendications légitimes. En 1936, en 1945, en 1968 et 1981, en 1986 et 1988, en 1995 et 1997. S'il y a une source à la " rénovation de la gauche ", elle est là. S'il y a une chance de battre Sarkozy, sans même attendre les cinq ans de dégâts que son mandat ferait à la France, elle est là. S'il y a une recherche à faire pour un nouveau programme, elle est là : dans l'écoute, dans la participation, dans le soutien aux luttes sociales. C'est ça, la démocratie participative. C'est notre peuple qui bouge, la gauche doit se lier à lui dans les mois qui viennent, dans la rue et dans les entreprises. S'il y a des candidats à présenter, ils doivent être en résonance avec les attentes populaires : augmentez massivement nos salaires, protégez nos 35 h, notre retraite à 60 ans, notre sécurité sociale, nos droits au travail.